

Réunion des 9 organisations de retraités et retraitées du lundi 13 novembre 2023

Compte-rendu interne à Solidaires

La réunion s'est tenue le lundi 13 novembre 2023, de 14 h à 16 h 30, dans les locaux du SNES-FSU. Toutes les organisations étaient présentes, hormis la CFTC excusée.

Point d'actualité

La réunion se tenant dans les locaux de la FSU, c'est principalement Marylène Cahouet qui s'est exprimée sur le contexte actuel. La situation internationale est dramatique pour de nombreuses populations qui sont confrontées à des situations de guerre, en Afrique, en Ukraine avec l'agression de la Russie, et en Israël-Palestine, où les violences se suivent, accumulant de nouvelles haines. Le conflit en Israël-Palestine a des répercussions dans de nombreux pays, transformé plus ou moins en « guerre de religion » par les plus fanatiques des belligérants, des deux côtés. Il ne faut pas s'étonner que ceci provoque une grande sensibilité de nombreuses populations dans de nombreux pays. En France, la dénonciation de l'agression du 7 octobre est largement permise, mais la dénonciation des bombardements, aveugles ou voulus, sur la Bande de Gaza, est très strictement limitée ou interdite par le gouvernement français. La manifestation du dimanche 12 novembre, initiée par la Présidente de l'Assemblée Nationale et par le Président du Sénat, avait tout l'air d'une manifestation officielle, non pas contre tous les racismes, mais « seulement », contre l'antisémitisme. C'est très bien que les organisations syndicales n'aient pas appelé à y participer. Pendant le même temps, des meetings de soutien au peuple palestinien sont attaqués par des bandes d'extrême-droite, avec une grande passivité des

« forces de l'ordre », comme à Lyon le samedi soir 11 novembre.

Ce contexte guerrier est très anxiogène en France, où les populations de « confession juive » et de « confession musulmane » sont relativement importantes. Cette situation ne fait pas disparaître les problèmes habituels des populations, à savoir le coût de la vie, l'inflation, l'insuffisance des rémunérations et des salaires. Le gouvernement continue de légiférer par le 49.3, en l'absence de tout débat préalable. Le PLFSS 2024 est maintenant en examen au Sénat. L'autoritarisme du gouvernement a encore frappé, avec l'ancien Président du COR qui a été « démissionné » par Macron, du fait de son indépendance lors du conflit sur les retraites. Il est remplacé par Gilbert Cette, qui a soutenu la campagne électorale du candidat Macron. Le voici récompensé, et Macron est certain que, désormais, le COR raisonnera comme le Président de la République. Au Haut Conseil de l'Âge, va se tenir un séminaire où participera aussi le Haut Conseil sur le Financement de la Sécurité sociale, présidé par Dominique Liébault. Ce séminaire devrait réfléchir aux problèmes des conditions de travail dans les EHPAD et dans l'aide à domicile. La nouvelle loi « immigration » va aller dans une nouvelle réduction des droits des migrants et vers des mesures encore plus

restrictives et humiliantes. L'AME va notamment être réduite. Borne veut réduire l'accès des pauvres aux logements sociaux, au motif d'améliorer la mixité sociale ! Malgré ce contexte, des conflits sociaux se développent, comme aux États-Unis dans les studios de cinéma notamment.

Pour la FGR-FP, le recul de la démocratie est de plus en plus inquiétant. Le PLF a été rejeté en commission des Finances, et le gouvernement recourt au 49.3, avant même tout débat. Il faut se demander à quoi servent les parlementaires, et nous pourrions essayer de les rencontrer pour les interroger eux-mêmes sur cette situation. Il faut un débat dans la nation sur les questions de pouvoir d'achat et de santé. C'est effectivement une mauvaise nouvelle que Gilbert Cette soit maintenant à la présidence du Conseil d'Orientation des Retraites. Pendant la période, nous avons encore enregistré des faillites d'associations à but non lucratif gérant des EHPAD ou des services d'aide à domicile, faute de moyens financiers de la part des pouvoirs publics. Le plus souvent, ce sont les entreprises du privé lucratif qui rachètent, ce qui accélère la privatisation de tout ce secteur. Au cours de la période aussi, nous avons noté l'arrivée d'une proche d'Elisabeth Borne à la direction d'ORPÉA, confirmation que tout ce qui se passe comme malversations dans ce secteur est, de fait, couvert par le gouvernement : les intérêts financiers sont plus importants que la vie des gens.

Pour FO, la situation internationale est grave, et elle crée des tensions dans la population française. En France, les libertés démocratiques sont de plus en plus souvent malmenées, et pas seulement avec le recours de plus en plus fréquent au 49.3. Des textes fondamentaux sont adoptés sans aucun débat parlementaire, et avec une absence de débat dans la société. Nous voyons progressivement le FN/RN se donner une image « propre » avec la complicité de nombre

d'autres acteurs politiques et médiatiques ; pourtant, il y a toujours des membres du GUD (et d'autres) dans ce parti.

Pour l'UNIRS Solidaires, les entorses à la démocratie sont de plus en plus fréquentes, et la démocratie est compromise pas seulement avec le recours au 49.3. Il y a la prééminence de la finance, l'insuffisante séparation des pouvoirs, la prééminence de l'exécutif, et le texte même de la Constitution de la V^e République, sans parler de la question de l'information et des médias qui appartiennent aux « puissances d'argent ». La situation internationale, les guerres ouvertes, les fanatismes qui se heurtent, tout ceci désempare les meilleures volontés. Par ailleurs, l'UNIRS était représentée à la manifestation du 28 octobre à Madrid par deux camarades.

Pour LSR, la situation internationale préoccupe tout le monde et pèse sur les consciences. Tout ceci ajoute au désarroi. Les gens ont eu peur du Covid, maintenant, c'est la guerre, proche de chez nous. La manifestation d'hier initiée par le Sénat et l'Assemblée nationale ne parlait que d'un seul racisme, celui à l'égard des Juifs, alors qu'il y a plein d'autres racismes. Ceci donne le sentiment que tout ceci était un peu instrumentalisé. Les organisations syndicales ont eu raison de ne pas se fourvoyer dans cet imbroglio.

Pour UNRPA Ensemble & Solidaires, il faut aussi dénoncer le racisme à l'égard des populations musulmanes et les violences faites au peuple palestinien depuis 75 ans, avec le développement des colonies et les accaparements des terres et des maisons. Le 28 octobre, il y avait des manifestations en Espagne de la part des syndicats de retraité·e·s.

Pour la CGT, la situation en Palestine-Israël est plus que préoccupante. Il y a eu, sur Paris, un rassemblement à Japy pour commémorer la nuit de cristal, lors de l'accession d'Hitler.

Bilan du 24 octobre

Avant d'échanger sur la journée du 24 octobre, chaque organisation fait état des informations reçues et « remontées » en ce qui concerne ce qui a été fait dans chaque département ce 24 octobre. Il paraît bien qu'il y a certainement eu

quelques départements où il ne s'est rien passé, ce qui est nouveau tout de même.

Pour la FSU, la période des vacances a freiné la mobilisation. Il est souligné que, dans les départements, les pratiques, voire les réflexes

unitaires, demeurent entre nos équipes. Cette fois, nous avons bénéficié d'une bonne couverture médiatique. Le budget proposé par le gouvernement est un budget ouvertement libéral, favorable au capital, aux entreprises et aux rentiers. Il marque lui aussi le recul de la démocratie. Dans l'ouest du pays, d'importants fonds publics sont alloués à des établissements privés catholiques. Partout, les forces de police sont très tolérantes à l'égard des agissements de l'extrême-droite.

Pour la CGT, nous pouvons dire que la journée du 24 octobre est une réussite, malgré la météo « pourrie » dans de nombreux endroits. Sur Paris, le lieu du rassemblement attribué par la préfecture de police était plutôt mauvais (sur un trottoir, le long du boulevard des Invalides, au carrefour avec la rue de Varenne). Le travail a été fait par les militantes et les militants, et les présences allaient au-delà des seuls militants dans les rassemblements, à preuve, la pétition a encore été signée sur place (150 signatures recueillies pendant le rassemblement parisien). Il y avait beaucoup de journalistes, des pigistes, et les interviews ont été nombreux. Au micro, plusieurs organisations présentes au rassemblement à Paris ont pu s'exprimer.

Pour l'avenir, nous pouvons décider d'aller voir les élus, mais les camarades en ont parfois plus que marre d'aller rencontrer des élus qui n'y connaissent rien ou qui s'en foutent. Dans la période, nous devons encore porter notre dossier « santé ». La situation est dramatique, avec le manque de lits, le manque de personnels. Nous devons continuer de mener la bataille idéologique sur les retraites. Il est fait mention d'un « contre salon » des seniors, le salon « des vieux et des vieilles », avec Laure Adler, Guy Carlier, etc. Leur appel semble un peu ambigu.

Pour la FGR-FP, c'est bien d'avoir pris cette initiative et d'avoir appelé à cette journée. Malgré les médias qui nous inondent d'informations sur la guerre, sur des flots de migrants qui débarqueraient, sur les catastrophes environnementales, les problèmes bien concrets des gens restent pris en charge et surnagent, notamment la question du pouvoir d'achat. Cette fois, effectivement, nous avons eu une bonne couverture médiatique.

Pour FO, il faut continuer de faire signer la pétition et il faut aller voir les élus et les placer devant la réalité de ce qu'en font le gouvernement et le Président de la République : une quantité négligeable.

Pour l'UNIRS Solidaires, c'est effectivement bien que le G9 soit encore en mesure d'appeler les personnes retraitées à se mobiliser. Nous avons eu plus de remontées que d'habitude sur l'inconvénient d'appeler pendant une période de vacances scolaires où beaucoup de personnes retraitées sont « de garde » avec leurs petits-enfants, qui sont prioritaires par rapport aux manifestations. Nous avons bénéficié d'une bonne couverture médiatique, particulièrement pour notre rassemblement parisien où il y avait beaucoup de journalistes stagiaires. Pour le PLFSS 2024 et pour le PLF 2024, il nous faut agir vite. Il nous faut continuer d'intervenir sur les questions de pouvoir d'achat, de niveau des pensions, de partage des richesses, d'inflation, et aussi sur toutes les questions qui touchent à la santé (le médicament, les déserts médicaux, l'hôpital, les EHPAD, etc.).

Pour la CFE-CGC, il faut effectivement éviter les périodes des vacances scolaires. Il va nous falloir être vigilants sur les pensions de réversion, car le gouvernement a encore des projets qui menacent. La question des restes à charge dans les EHPAD est un problème crucial pour nombre de familles.

Pour LSR : la carte pétition a été bien signée, y compris chez nous. Nous avons le sentiment qu'elle n'a pas encore assez circulé et qu'il faut poursuivre la récolte de signatures. Il nous faut faire quelque chose avant le 8 mars 2024. Il faut sortir des difficultés du secteur de la santé, avec notamment les déserts médicaux et l'insuffisance des moyens et des budgets.

Pour l'UNRPA Ensemble & Solidaires, la couverture médiatique était bonne au rassemblement parisien et les interviews ont été nombreux. La pétition peut encore être présentée à la signature, particulièrement sur les marchés, où elle est souvent bien reçue. Annie Dromer ajoute qu'elle était présente au rassemblement du 8 novembre devant le siège de la CNAV Île-de-France pour réclamer la remise en place de guichets physiques pour l'accueil des publics. Il y avait aussi Laurence Naudin (CFTC) et 4 camarades de Solidaires (dont G.Gourguechon). Il y avait surtout des personnes venues à l'appel de centres sociaux.

Prochaines initiatives

- **La pétition** : il faut voir comment on la relance. Il faut donner une échéance, par exemple le 31 décembre. Les signatures proposées sur les marchés avec la mise à disposition d'une petite table pour faire signer, ça rapporte des signatures. Il est débattu de l'opportunité de modifier, ou pas, le contenu de la carte pétition. Finalement, on retient de ne rien changer, ce qui évitera de perdre du temps et pourrait amener de la confusion pour les camarades.
- **Envoi d'un courrier aux équipes dans les départements** : il faut leur envoyer les résultats du 24 octobre et leur joindre un courrier expliquant que nous proposons de poursuivre la signature de la carte pétition et de rencontrer les élus.
- **Le courrier aux élus** : il faut leur exposer nos revendications, particulièrement sur le PLFSS 2024, et aborder les questions des reculs démocratiques du fait de l'attitude du gouvernement à leur égard. Il faut demander à les rencontrer

(députés et sénateurs) ainsi que les groupes parlementaires au niveau national (sauf le FN/RN).

- **Sur le PLFSS 2024** : il faut faire deux courriers, l'un aux groupes parlementaires, l'autre aux associations que nous croisons au Haut Conseil de l'Âge et qui sont également très critiques par rapport au PLFSS.
- **Document sur la CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie)**: il est important de disposer d'un document expliquant aux équipes ce que c'est et les questions que pose la création par le gouvernement de sa « 5^e branche autonomie », gérée justement par la CNSA. Ça donne un budget totalement dans les mains de l'État, et toutes les structures médico-sociales vont être cadrées par le gouvernement. Dans ce document, il faudra parler de la CASA et de notre revendication du 100 % sécu et d'un grand service public national de l'aide à l'autonomie. Nous savons que le 100 % sécu a des conséquences sur les mutuelles mais, après quelques échanges, il est décidé d'en débattre « plus tard ».

Décisions prises

- **Un relevé de décisions** sera proposé par l'UNIRS Solidaires dans les 48 heures.
- **Le projet de courrier à envoyer par chaque organisation à ses équipes locales**, tel qu'il a été rédigé par Paul Barbier (FO), va être légèrement modifié avec notamment un court complément à rédiger par la FGR-FP (Jacques Brillet). C'est la FSU (Marylène Cahouet) qui est chargée de la centralisation de la rédaction. Dans ce courrier, nous proposons notamment de poursuivre l'opération de signature de la pétition et de rencontrer les élus et élues dans les départements (députés et sénateurs).
- **Le projet de lettre à envoyer aux associations** que nous rencontrons au Haut Conseil de l'Âge et avec lesquelles nous partageons certaines analyses quant au PLFSS 2024, projet rédigé par la FGR-FP, va être finalisé et mis en forme par l'UNIRS Solidaires (Gérard Gourguechon).
- **Un projet de lettre à envoyer aux groupes parlementaires et aux parlementaires** va être proposé par FO (Didier Hotte). À ce courrier sera joint le communiqué de presse des 9 du 31 octobre légèrement modifié (nous réclamons 1 emploi de soignant pour 1 résident-e).
- **Un document analysant et expliquant ce qu'est la CNSA** est en cours de rédaction. Il sera à destination des équipes militantes de nos différentes organisations. Annie Dromer (UNRPA Ensemble & solidaires) et Didier Hotte (FO) vont regrouper leurs deux textes pour parvenir à un document de quatre pages. Il faut qu'apparaisse clairement notre exigence que toutes les personnes aient les mêmes droits quel que soit leur département de résidence avec notre revendication d'un service public national de l'aide à l'autonomie.
- **Le document reprenant les multiples mensonges de Macron à l'égard des personnes retraitées** va être finalisé et mis en pages par l'UNIRS Solidaires (Patrice Perret). Il sera à destination des équipes militantes de chacune de nos organisations. Il pourra être utilisé et diffusé dès la prochaine nouvelle promesse de Macron à destination de la population retraitée.

Prochaine réunion : mardi 19 décembre 2023, à 14 heures, dans les locaux de la FGR-FP, 20 rue Vignon (75009 Paris – M° Havre-Caumartin et M° Madeleine).